

Un schéma gagnant-gagnant

**L'Express – Courrier des lecteurs – Louise Arbour,
Présidente de l'International Crisis Group – 23/03/10**

Un pas en avant, deux en arrière, quelques-uns sur le côté... Depuis un an de crise et sept mois après la signature des accords de Maputo, il est difficile de se débarrasser de l'impression que les quatre mouvances tournent en rond. A force de manœuvres dilatoires qui n'ont fait que retarder l'issue de la crise, elles se trouvent aujourd'hui à peu près au même point qu'à la veille de la signature des accords de partage du pouvoir : sans solution. La population, elle, a fait un bond en arrière et paie le prix de cet immobilisme.

Sur papier, les accords de Maputo et d'Addis-Abeba offraient une voie crédible pour mettre en place des bases solides indispensables à la stabilité future du pays. Mais ces derniers mois ont été marqués par une telle mauvaise foi, une méfiance grandissante, et un refus évident de partager le pouvoir que la mise en place de ces accords semble de plus en plus illusoire. On imagine à peine aujourd'hui que les quatre mouvances puissent travailler de concert; leurs disputes au sujet de l'attribution de certains postes laissent penser que des intentions autres que « l'intérêt supérieur de la nation », que chacun aime à brandir, animent plusieurs de leurs membres. Au vu de l'état de l'économie du pays, il est essentiel d'éviter une transition qui ne serait que l'occasion de voir certains s'installer à la seule fin de jouir des privilèges qu'une position officielle ne manque pas d'offrir.

Puisque le partage du pouvoir constitue le nœud du problème, il semble clair que l'idée d'une transition est vouée à l'échec. Si en six mois, les accords de Maputo n'ont pu être mis en place, il est peu probable que la situation évolue positivement puisque les facteurs de blocage sont toujours présents. Une solution alternative réaliste pour sortir de la crise le plus rapidement possible doit donc être envisagée. Cette solution doit s'attaquer à régler les problèmes de fond sans quoi le pays sombrera inévitablement encore dans la tourmente dans les années à venir.

La médiation internationale devrait donc maintenant arrêter de tenter de rassembler les quatre mouvances autour des accords de partage du pouvoir, pour se concentrer sur la signature d'un véritable accord politique, centré cette fois sur la rédaction d'une nouvelle Constitution et l'organisation d'un référendum et d'élections, pris en charge par une mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine. Ceci permettrait de mettre un terme à des disputes interminables sur des questions accessoires, pour façonner une entente sur les enjeux fondamentaux pour l'avenir du pays et le bien-être de la population.

Dans ce schéma, un envoyé spécial représentant l'UA et l'ONU chapeauterait à la fois un comité d'experts chargé de rédiger une nouvelle loi fondamentale, et une commission électorale qui serait responsable de l'organisation et de la supervision des élections, ainsi que de l'adoption d'un code électoral. Des personnes représentant les quatre mouvances ainsi que la société civile feraient partie de ces deux organes, soutenus par des experts nationaux et internationaux.

Le comité d'experts devrait tenir compte des failles des précédentes constitutions et veiller tout particulièrement à verrouiller l'équilibre des pouvoirs, ainsi qu'à rendre les modifications constitutionnelles complexes et ardues, pour éviter les abus de pouvoir auxquels la population n'est que trop habituée.

Le gouvernement pourrait rester au pouvoir, mais uniquement pour expédier les affaires courantes. Les ministres et membres de la HAT qui souhaiteraient se présenter aux élections devraient néanmoins démissionner afin d'éviter tout conflit d'intérêt potentiel. Andry Rajoelina pourra, lui, garder ses fonctions jusqu'aux élections, auxquelles il pourra se présenter, comme négocié à Maputo. Des sanctions individuelles frapperaient toute personne qui s'opposerait au bon déroulement du processus.

Cette solution nécessite bien sûr des compromis, mais elle permet également à toutes les mouvances de gagner puisqu'elle répond aux attentes fondamentales de chacune. Elle correspond à la volonté de la HAT d'organiser des élections rapidement et lui offre en plus la garantie que celles-ci seront reconnues par la population et par la communauté internationale. Si vraiment c'est la sortie de crise qu'elle souhaite, elle ne devrait pas avoir d'objection à limiter ses actions à la gestion des affaires courantes.

Ce schéma remplit aussi l'exigence des trois autres mouvances de ne pas voir la HAT seule aux commandes et leur offre une possibilité d'accéder au pouvoir. De plus, leur participation au traitement des

dossiers essentiels que sont la rédaction de la Constitution et l'organisation d'élections est garantie. L'inclusivité qui leur est chère est respectée puisqu'elle est nécessaire pour mettre en place ce schéma.

Cette solution ne plaira pas à tout le monde, moins encore à certains représentants des mouvances puisque les compromis demandés portent sur des questions qui affectent leurs intérêts personnels. Mais c'est une solution qui bénéficiera au plus grand nombre car elle offre une véritable possibilité de sortir le pays de la crise une fois pour toutes. Si le bien-être de la population est véritablement au cœur des préoccupations de tous les protagonistes, ils devront mettre l'intérêt public avant le leur, ce qui déjà sera une remarquable promesse de succès.

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=34849>